

Annulation du « Contrat du siècle » avec l’Australie : la France doit abandonner ses illusions atlantistes !

De Roland Lombardi

La commande colossale de douze sous-marins passée par l’Australie à la France en 2016 vient d’être annulée sous pression américaine. Pour Paris, c’est un « coup dans le dos » de la part de nos « alliés » anglo-saxons. Pourtant, cette « trahison » n’aurait rien d’étonnant si nos responsables politiques étaient ancrés dans le réel et perdaient enfin leurs illusions atlantistes ...

L’édito international de Roland Lombardi

La semaine dernière, le « coup de Trafalgar » porté à la France par les États-Unis, qui ont forcé la rupture du mirifique contrat (90 milliards de dollars australiens soit 56 milliards d’euros comprenant la commande de 12 sous-marins à propulsion classique de la classe *Barracuda* au groupe français Naval Group) signé avec Canberra pour prendre la place de Paris – avec des bâtiments américains à propulsion nucléaire –, a suscité la surprise en France. Sans être averti en amont, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian a déclaré : *« Je suis, aujourd’hui, en colère, avec beaucoup d’amertume. Ça ne se fait pas entre alliés... Cette décision unilatérale, brutale, imprévisible, ça ressemble beaucoup à ce que faisait M. Trump »*. Ce « coup dans le dos » est d’autant plus mal perçu qu’il est donné quelques semaines après le traumatisant retrait américain de Kaboul. Les promesses de l’actuel locataire de la Maison-Blanche à propos d’un retour au multilatéralisme et à des relations transatlantiques apaisées, mis à mal par son sulfureux prédécesseur, n’ont visiblement - et comme toujours - engagé que les crédules qui les ont reçues !

Or, le « torpillage » de Biden n’a rien d’étonnant pour ceux qui ne se bercent pas d’illusions.

D’abord, car il y a des précédents. Surtout dans le domaine commercial et notamment dans les ventes d’armements. Au sein même de l’UE, certains membres, sous l’influence de Washington, ont souvent privilégié le matériel américain tout en rejetant poliment les appels d’offres de leurs partenaires européens et surtout français (la Pologne a toujours préféré le F16 et dernièrement le F35 au *Rafale*). Sans parler évidemment de la rupture de la vente des navires *Mistral* à la Russie par la France en 2015, suite aux pressions étasuniennes – finalement cédés à l’Égypte et financés par Riyad. Le deal secret consistait alors, en échange de cette annulation, à un juteux contrat de 50 hélicoptères *Caracal* qui serait signé avec la Pologne. Mais cette dernière achètera finalement... des appareils américains *Black Hawk* !

Quant à l’Allemagne, nous venons d’apprendre selon le journal *Der Spiegel*, qu’elle s’apprêterait à acquérir 45 avions de combat américains *F18 Super Hornet* !

Certains responsables français devraient enfin comprendre et assimiler que les sentiments n’ont pas leur place dans les relations internationales. Comme dans le commerce, d’ailleurs. Combien de fois faudra-t-il répéter que les États sont des monstres froids et qu’ils n’ont pas d’amis, mais uniquement des intérêts !

En l'occurrence, comme tous les empires qui les ont précédés, les États-Unis, nos soi-disant « grands amis », n'ont pas d'alliés. Seulement des vassaux ! Des « obligés » ou des « supplétifs », rien de plus !

Des Français trop naïfs sur l'Europe et leurs relations avec les États-Unis

Ainsi, dix ans d'efforts et d'investissements français ont été balayés en quelques heures. La stratégie de Paris dans la région pacifique, basée sur un rapprochement avec l'Inde et l'Australie, a pris du plomb dans l'aile. Peut-être, encore une fois, parce que son seul objectif est commercial. Comme les Européens, les Français (pour des raisons encore mercantiles) ne veulent pas voir en la Chine un sujet stratégique majeur et dangereux pour l'avenir. Préférant se focaliser sur le « danger russe », ils ont toujours freiné des deux pieds lorsque Trump voulait les entraîner dans sa guerre économique contre Pékin. Évidemment, les intérêts de Volkswagen et de sa vingtaine d'usines en Chine – contre 5 en Amérique du Nord ! – pèseront toujours plus lourd que ceux des chômeurs européens ! Et la pandémie de la Covid et ses conséquences n'y ont rien changé.

Quoi qu'il en soit, l'annulation du contrat français par l'Australie s'inscrit dans le cadre du nouveau pacte trilatéral de sécurité dans la zone indo-pacifique (AUKUS) entre Washington, Londres – drôlement isolée depuis le Brexit ! – et Canberra, et clairement dirigé contre l'influence grandissante de la Chine.

Aujourd'hui, que reste-t-il de l'alliance de l'Atlantique Nord (OTAN), créée en 1949 ? Depuis la dissolution du pacte de Varsovie en 1991, cette alliance politico-militaire subsiste encore. Elle est toujours dirigée par les États-Unis. Et financée encore à près de 70 % par les Américains, ce qui faisait bondir Trump.

En 1966, le général de Gaulle était sorti de ces organisations militaires intégrées faute d'obtenir une réforme demandée depuis 1958. Mais jamais la France ne s'est jamais retirée de l'alliance elle-même. En 2007, Nicolas Sarkozy a fait revenir le pays de plain-pied dans l'organisation à cause d'une illusoire Europe de la défense. En novembre 2019, avec ses déclarations sur le devenir, les buts et les faiblesses de l'OTAN, Macron a essayé de susciter une vaine prise de conscience. Mais ce n'étaient que des mots. Le Président français ne souhaite pas sortir de l'alliance mais voudrait des réformes. De Gaulle n'y étant jamais arrivé, on voit mal Macron y parvenir...

L'OTAN va donc perdurer du fait des inerties bureaucratiques et surtout à cause de plusieurs États européens. Devant l'hypothétique menace russe, certains préféreront toujours la protection américaine, plus fiable à leurs yeux. D'autres ne voudront jamais prendre leurs responsabilités sur la question d'une défense européenne. À commencer par l'Allemagne, leader de fait de l'Union. Comme la Grande-Bretagne, elle aussi se tournera toujours – ne l'oublions pas - vers les États-Unis (comme en 1919 ou depuis 1945). Une armée européenne coûtant trop cher, mieux vaut donc sous-traiter sa défense à Washington. Surtout que la France, grâce à son armée et de par son expérience et son industrie de l'armement, pourrait devenir trop prédominante...

C'est pour cela que la fameuse « autonomie stratégique » européenne n'est qu'un rêve, que seuls encore certains « bisounours » du gouvernement Macron prônent naïvement.

En attendant, en guise de mesures de rétorsion contre le coup de force étasunien, Paris rappelle ses ambassadeurs pour consultations et... annule un gala célébrant les relations franco-américaines à Washington !

Du côté de l'Union européenne, « *il n'y aura pas d'effet immédiat sur les discussions et les relations avec l'Australie* », a déclaré la porte-parole adjointe de la Commission, Dana Spinant ! Quelle solidarité !

Pour la France, le retour à une véritable indépendance et souveraineté industrielle et nationale doit dépasser le cadre du simple slogan électoral pour s'imposer urgemment dans les actes. Avant qu'il ne soit trop tard...

Mais qu'attendre d'un personnel politique soumis à tant de lobbies atlantiques et européens ? Lui qui n'a pas hésité à vendre Alstom à GeneralElectric, fait équiper aujourd'hui les ordinateurs du ministère de la Défense sous système Windows, nos systèmes d'armes avec des composants *made in USA*, ou confie encore notre Cloud « souverain » à des logiciels américains que les hébergeurs français devront installer...

De toute évidence et malheureusement, pas grand-chose.